



# General Assembly

Distr.: General  
6 January 2014

Original: English/French

---

**Human Rights Council**  
**Twenty-fifth session**  
Agenda item 6  
**Universal Periodic Review**

## **Report of the Working Group on the Universal Periodic Review\***

**Central African Republic**

---

\* The annex to the present report is circulated as received.

## Contents

	<i>Paragraphs</i>	<i>Page</i>
Introduction .....	1–4	3
I. Summary of the proceedings of the review process .....	5–103	3
A. Presentation by the State under review .....	5–21	3
B. Interactive dialogue and responses by the State under review .....	22–103	5
II. Conclusions and/or recommendations.....	104–108	12
Annex		
Composition of the delegation .....		24

## Introduction

1. The Working Group on the Universal Periodic Review, established in accordance with Human Rights Council resolution 5/1 of 18 June 2007, held its seventeenth session from 21 October to 1 November 2013. The review of the Central African Republic was held at the 9th meeting on 25 October 2013. The delegation of the Central African Republic was headed by the Minister of Human Rights, Claude Lenga, and the Minister of Justice, Arsene Sende. At its 17th meeting, held on 31 October 2013, the Working Group adopted the report on the Central African Republic.

2. On 14 January 2013, the Human Rights Council selected the following group of rapporteurs (troika) to facilitate the review of the Central African Republic: Italy, Mauritania and the Bolivarian Republic of Venezuela.

3. In accordance with paragraph 15 of the annex to resolution 5/1 and paragraph 5 of the annex to resolution 16/21, the following documents were issued for the review of the Central African Republic:

(a) A national report submitted/written presentation made in accordance with paragraph 15 (a) (A/HRC/WG.6/17/CAF/1);

(b) A compilation prepared by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) in accordance with paragraph 15 (b) (A/HRC/WG.6/17/CAF/2);

(c) A summary prepared by OHCHR in accordance with paragraph 15 (c) (A/HRC/WG.6/17/CAF/3).

4. A list of questions prepared in advance by the Czech Republic, Germany, Liechtenstein, the Netherlands, Slovenia, Sweden, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America was transmitted to the Central African Republic through the troika. These questions are available on the extranet of the universal periodic review (UPR).

## I. Summary of the proceedings of the review process

### A. Presentation by the State under review

5. Dans sa déclaration liminaire, le Ministre des droits de l'homme chargé de la coordination de l'action humanitaire, chef de la délégation, a d'abord présenté la délégation centrafricaine. Au nom de la délégation à cette session, il a exprimé la reconnaissance du peuple centrafricain et des dirigeants de la transition aux membres du Conseil des droits de l'homme pour l'attention qu'ils accordaient à la situation et aux questions de défense et de promotion des droits de l'homme en République centrafricaine.

6. Le Ministre des droits de l'homme a ensuite mis l'accent sur le processus d'élaboration du rapport périodique du pays et les conditions difficiles dans lesquelles le rapport avait été établi, avant d'exprimer la gratitude du Gouvernement au système des Nations Unies. Il a également souligné les efforts entrepris par le Gouvernement. Enfin, il a rappelé les engagements pris par la République centrafricaine devant le Conseil des droits de l'homme en 2009 et indiqué ce qui avait été fait jusqu'alors pour honorer ces engagements ainsi que les préoccupations et les perspectives d'avenir pour les droits de l'homme et l'humanitaire avant de passer la parole au Ministre de la justice pour la présentation du rapport.

7. Le Ministre de la justice, Garde des sceaux, chargé de la réforme judiciaire a d'abord exposé la situation géographique de la République centrafricaine, son organisation administrative, son économie et les différents régimes qui se sont succédés. Il a ensuite présenté le cadre institutionnel et juridique de promotion et de défense des droits de l'homme en République centrafricaine, en précisant que les institutions avaient toujours existé en dépit de quelques modifications liées à la période de la transition. Le Ministre a mis l'accent sur la Charte constitutionnelle de transition, adoptée par le Conseil national de transition et promulguée le 18 juillet 2013 après un large consensus, qui reprenait toutes les dispositions de la Constitution de 2004. La Charte constitutionnelle consacre le principe de séparation des pouvoirs et l'indépendance du pouvoir judiciaire.

8. La délégation a réaffirmé l'adhésion de la République centrafricaine aux instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme et rappelé les principaux qui avaient été ratifiés. La création d'un Ministère des droits de l'homme chargé de la coordination de l'action humanitaire constituait une avancée supplémentaire qui traduisait la volonté du Gouvernement d'assurer la protection des personnes.

9. La délégation a indiqué les principales mesures prises pour mettre en œuvre les droits civils et politiques, ainsi que les avancées du nouveau code pénal et du nouveau code de procédure pénale adoptés en 2010, qui consacrent plusieurs dispositions favorables à la promotion des droits de l'homme. L'aménagement du délai de la garde à vue, et la présence d'un médecin et d'un conseil dès les premières heures de la garde à vue constituaient des avancées significatives.

10. La délégation a précisé que le chef de l'État chargé de conduire la transition avait signé le 2 août 2013 l'instrument de ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et l'avait transmis à l'organe dépositaire.

11. Concernant la liberté de la presse, la délégation a indiqué que depuis le changement politique intervenu le 24 mars 2013, aucun journaliste n'avait été emprisonné et que le chef de l'État de la transition avait déclaré publiquement que sous son mandat, il n'y aurait aucun journaliste en prison, ni de détenu pour délit d'opinion.

12. Les droits des réfugiés et des personnes déplacées faisaient l'objet d'une attention particulière de la part du Gouvernement qui avait ratifié plusieurs instruments juridiques internationaux et régionaux.

13. La délégation a indiqué qu'un texte de loi relatif à l'indemnisation des victimes de graves violations des droits de l'homme était en cours d'élaboration, suite à la création d'une commission mixte d'enquête chargée d'enquêter sur les crimes, délits et autres violations des droits de l'homme ainsi que sur les atteintes aux biens.

14. S'agissant de la peine de mort, la délégation a indiqué qu'un projet de loi tendant à son abolition pure et simple était déjà élaboré et qu'il ne restait plus qu'à l'introduire dans le processus législatif pour le faire adopter par le Conseil national de transition.

15. Dans le cadre de la mise en œuvre du droit à la culture en République centrafricaine, la délégation a indiqué que des avancées notables dans le domaine culturel et patrimonial avaient été enregistrées, car en 2013 un Ministère en charge de la promotion des arts et de la culture avait été créé.

16. Concernant les droits des personnes vulnérables et les droits solidaires, la délégation a indiqué que l'engagement politique du Gouvernement en faveur des personnes âgées et handicapées s'était matérialisé par l'adoption de certains textes juridiques et documents cadres ainsi que des mesures avec l'appui de l'organisation non gouvernementale Handicap International afin de permettre à ces personnes de participer pleinement à la vie publique.

17. Concernant les femmes, la délégation a précisé que le Gouvernement centrafricain avait engagé des processus de réformes juridiques pour la promotion et la protection des droits de la femme, notamment un projet de loi sur la parité, la révision du code de la famille pour tenir compte des standards internationaux et l'implication des femmes dans le processus de résolution des conflits conformément à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. La délégation a indiqué que, sur le plan politique, les femmes étaient encore faiblement représentées.

18. Les enfants font l'objet d'une attention particulière du Gouvernement qui leur a consacré diverses dispositions de la Charte Constitutionnelle et du nouveau code pénal. Différentes mesures pour la protection et la promotion des droits des enfants ont été prises.

19. Les droits des minorités, notamment les Pygmées Aka ou Bayaka, les Peuls Mbororo et les albinos sont reconnus et le Gouvernement centrafricain leur accorde également une attention particulière. Le 30 août 2010, la République centrafricaine a ratifié la Convention n° 169 (1989) de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux.

20. La délégation a indiqué que dans le programme d'urgence du Gouvernement d'union nationale de transition, la restauration de la paix et de la sécurité, et l'urgence humanitaire faisaient partie des domaines d'intervention prioritaires, notamment le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants, la réforme du secteur sécuritaire et la promotion de la participation des communautés dans la consolidation de la paix.

21. La délégation de la République centrafricaine a indiqué aussi les difficultés et contraintes d'ordre politique, économique et social rencontrées en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, avant de conclure sur un appel à la communauté internationale afin de soutenir techniquement et financièrement le Gouvernement dans ses efforts pour améliorer la situation sécuritaire et humanitaire.

## **B. Interactive dialogue and responses by the State under review**

22. During the interactive dialogue, 70 delegations made statements. Recommendations made during the dialogue are to be found in section II of the present report.

23. Belgium called on the Government to be committed to respect human rights, implement democracy, establish public order, settle conflicts peacefully and combat impunity. It was concerned about the situation of children in armed conflicts. It made recommendations.

24. Benin commended the State for having ratified human rights instruments and adopted measures to address gender equality, poverty reduction, children's rights, universal education and violence against women. It invited the authorities to pool efforts to improve the enjoyment of human rights, and supported the State's request for security, humanitarian and financial assistance. It made recommendations.

25. Botswana called on all parties to refrain from any acts of violence against civilians and to respect human rights. It encouraged the Government to continue to support efforts made by the international community to restore peace and security. It made recommendations.

26. Brazil welcomed the State's willingness to face post-conflict challenges, but was concerned about the complexity of the situation and that the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict (OP-CRC-AC) and the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) had not yet been ratified. It made recommendations.

27. Togo was concerned that the repeated crises and persistent, widespread human rights violations in the country had made it impossible to implement the first-cycle UPR recommendations. It called upon the international community to support initiatives aimed at helping the State to break out of the infernal cycle of crises and consolidate peace. It made recommendations.

28. Burundi welcomed the abolition of the practice of female genital mutilation (FGM) and encouraged the State to implement the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW). It commended efforts to improve school facilities and teaching. It called on the international community to support the State in tackling political, economic and social challenges. Burundi made a recommendation.

29. Cambodia welcomed the ratification of the Agreement on the Privileges and Immunities of the International Criminal Court and the Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions. It made recommendations.

30. Sweden was concerned about pillaging, rape, summary executions and other human rights violations and the near-total impunity for those acts, and the widespread practice of child marriages and FGM. It made recommendations.

31. Chad noted that the country was overwhelmed by its current situation and that the human rights situation remained a concern. Chad called on the international community to help the country to deal with the insecurity and the difficult humanitarian situation.

32. Chile commended the ratification of ILO Convention No. 169 (1989) concerning Indigenous and Tribal Peoples in Independent Countries, and noted challenges posed by corruption, illiteracy and low public sector pay. It supported the request to the international community for assistance to strengthen institutions' capacity. It made recommendations.

33. China expressed its appreciation for efforts to promote and protect human rights, despite a harsh security and humanitarian situation, which seriously challenged socioeconomic development. It made a recommendation.

34. The Comoros was concerned about the immense gap between the authorities' will to fulfil the State's human rights commitments and the many complex obstacles confronting it. It noted calls for the provision of assistance to the country to overcome the current crises. It made recommendations.

35. Costa Rica asked what measures had been adopted to address the current humanitarian situation. It noted the moratorium on the death penalty, and invited the country to abolish capital punishment. It made recommendations.

36. The Congo noted the wide range of problems that had compromised the efforts and initiatives to implement recommendations and voluntary pledges. It noted institutional and legal measures, including the 2010 Penal Code. It made a recommendation.

37. Côte d'Ivoire recognized the difficult situation and noted with satisfaction measures guaranteeing economic, social and cultural rights and protecting vulnerable groups. It supported calls to the international community to help the State restore peace and security. It made recommendations.

38. Croatia encouraged the Central African Republic to make the National Transitional Council more credible and gender-balanced, restore the rule of law and security, and fight against impunity. It noted that OP-CRC-AC had not yet been ratified. Croatia made recommendations.

39. The Czech Republic remained concerned by reports of human rights violations in the Central African Republic and encouraged it to launch the process of national reconciliation. It made recommendations.

40. The Democratic Republic of the Congo commended the laws and institutions created to address human rights. It noted political and economic instability preventing the enjoyment of rights. It made recommendations.
41. Djibouti encouraged all parties to commit to reconciliation and refrain from violence. It urged the country's partners to aid in finding a consensual solution to the difficulties. It made recommendations.
42. Ecuador recognized efforts to ensure the promotion and protection of human rights, particularly for vulnerable groups, and noted that forced disappearances and summary and extrajudicial executions had decreased. It made recommendations.
43. Egypt noted that the Government had prioritized human rights, and urged it to restore security, democratic governance and constitutional order through effective security and judicial institutions. It made recommendations.
44. Estonia urged the Central African Republic to hold democratic elections, improve human rights and remove the death penalty from its Penal Code. It commended compliance with international instruments. It made recommendations.
45. Ethiopia commended the ratification of international human rights instruments and the promulgation of legal safeguards. It called on the international community to provide assistance and support. It made recommendations.
46. France stated that it would continue to encourage the international community to assist the State. It welcomed the transitional Government's position regarding reconciliation, and urged the authorities to re-establish security and organize transparent elections. It made recommendations.
47. Gabon recognized obstacles to the implementation of the 2009 recommendations. It urged the international community to accompany the State in its efforts to restore institutions and implement human rights mechanisms. It made recommendations.
48. Germany asked what measures had been adopted to ensure that the transition process complied with human rights principles, particularly transparency and inclusiveness. It made recommendations.
49. Thailand welcomed the presidential decree to dissolve the Seleka group and to re-establish the rule of law, yet it was concerned by sectarian violence and the looting of health-care centres, and highlighted the need to provide protection, safe water and sanitation for the country's citizens. It made recommendations.
50. Ireland commended the dialogue between the Central African Republic and the Human Rights Council and highlighted the importance of combating impunity. Ireland urged the transitional Government to respond to sexual and gender-based violence. It made recommendations.
51. Italy noted that impunity and sectarian violence should not be tolerated, and expressed its support for the country's appeal for assistance in restoring security and strengthening human rights. It made recommendations.
52. Japan emphasized the need for measures to be taken to restore constitutional order, improve the security situation and ameliorate the humanitarian situation. It expressed hope that impunity would be eradicated, and that arbitrary detention and torture would be prohibited. Sexual violence against women was of concern, and legislation against FGM should be enforced. Japan made recommendations.
53. Latvia noted the establishment of the Joint Commission of Inquiry to investigate human rights violations. It called for that work to continue and for the Commission's mandate to be strengthened. It made recommendations.

54. Lithuania expressed concern regarding the security situation and human rights violations, but noted the Joint Commission of Inquiry. It observed that OP-CRC-AC had not been ratified, although the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography (OP-CRC-SC) had. Lithuania made recommendations.

55. Luxembourg remained concerned by the security and humanitarian situation, seen in numerous grave abuses and violations, notably against the civilian population. It made recommendations.

56. Maldives asked about the status of the Plan of Action on Education for All. Armed groups using children remained a concern. Maldives encouraged efforts to protect the rights of women, children and older persons. It made recommendations.

57. Mauritania commended efforts to strengthen justice and equity and safeguard fundamental rights and freedoms. It emphasized the importance of cooperation and dialogue to combat racism and ensure adequate legislation. It expressed its view that the international community should provide assistance.

58. Mexico recognized the participation of civil society organizations in meeting citizens' needs, especially in the areas of education, infrastructure and health. Mexico would share its experience and lessons learned in order to support the State. It made recommendations.

59. Montenegro asked whether OP-CRC-AC would be ratified following its signature, and also asked what measures had been taken to implement the provisions of CEDAW and Security Council resolution 1325 (2000). It made recommendations.

60. Morocco commended the improved protection of the rights of women, children and persons with disabilities, and welcomed the revision in 2010 of the Family Code and the creation of a National Security Council. It encouraged further reforms, and the identification of technical assistance requirements to be met by the international community. It made recommendations.

61. The Netherlands remained concerned about human rights abuses, especially sexual violence against women, and the lack of access to humanitarian assistance. It encouraged the restoration of peace, security and the rule of law. It made recommendations.

62. Nigeria noted the serious challenges faced in promoting and protecting human rights. It urged the international community to provide urgent assistance. Nigeria made recommendations.

63. Portugal noted that the death penalty was effectively not applied. It welcomed the ratification of OP-CRC-SC and the establishment of the Joint Commission of Inquiry to investigate human rights violations. Portugal made recommendations.

64. The Republic of Korea acknowledged efforts to improve the human rights situation, particularly of vulnerable groups, despite the challenges resulting from conflict. Sexual and gender-based violence was of concern. It made recommendations.

65. The Republic of Moldova encouraged the transitional Government to pursue its efforts to resolve the crisis and restore peace and security. It welcomed the signing of OP-CRC-AC and efforts to implement CEDAW and Security Council resolution 1325 (2000). It made recommendations.

66. Romania reminded the State of its ongoing human rights obligations, while noting the complexity and difficulties of the transitional process. It welcomed the announced dissolution of the Seleka forces. It made recommendations.

67. Rwanda commended the Central African Republic for the measures adopted to protect human rights, in particular legislation protecting women from violence and abolishing harmful practices of excision. It expressed concern over the ongoing crisis, which threatened to undermine efforts in the protection of human rights. It made recommendations.

68. Senegal noted that peace and security were crucial for development and human rights enjoyment. It urged that action be taken to end acts of violence and underscored the importance of international support.

69. Sierra Leone commended the establishment of the National Human Rights Commission and legislation prohibiting violence against women. It noted the challenges and constraints facing the Central African Republic. It made recommendations.

70. Singapore stated that internal security must be restored and the rule of law upheld for the enjoyment of human rights. It noted that while utmost efforts were made to maintain access to health-care services, there remained many challenges. It made recommendations.

71. Slovakia encouraged the Central African Republic to cooperate with the special procedures of the Human Rights Council, including the Independent Expert. It expressed concern over the enrolment of child soldiers and the continuous reports of sexual and gender-based violence. It asked what measures, in addition to amending the Penal Code and the Code of Criminal Procedures, were envisaged to address sexual violence. It made recommendations.

72. Slovenia expressed concern over the reports on the situation of children who were recruited and used as child soldiers. It also expressed concern over conflict-related sexual violence, as well as sexual and gender-based violence rooted in the customs of the population. Slovenia made recommendations.

73. South Africa noted the post-conflict challenges and constraints faced by the Central African Republic. It called upon the international community to provide technical assistance and capacity-building. It remained committed to assisting the Central African Republic and would continue to support the work of the African Union in that regard. It made recommendations.

74. South Sudan noted progress in combating crimes, improvements to prison facilities and prison staff training. As a neighboring country, it was deeply concerned about the human rights situation. It made recommendations. South Sudan called on the international community to provide more technical assistance and capacity-building.

75. Spain noted positive cooperation with the Human Rights Council and the upcoming appointment of an Independent Expert. It encouraged the transitional Government to focus efforts on protecting the most vulnerable, especially women and children. It made recommendations.

76. The Sudan noted the determination of the Central African Republic to protect and promote human rights. It commended the implementation of most of the recommendations accepted in 2009. Sudan called on the international community to provide technical assistance in the field of human rights. It made a recommendation.

77. Canada requested information on measures to combat the recruitment and use of child soldiers by armed groups and encouraged further efforts to register, demobilize and reintegrate such children into civilian life. It made recommendations.

78. Indonesia commended the reactivation of the National Human Rights Commission and sought more information on that issue. It appreciated the efforts made by the Central African Republic to ensure education for all. Indonesia made recommendations.

79. Burkina Faso noted progress made, despite obstacles and difficulties, such as the amendment to the Family Code, efforts to ensure equal rights for children born out of wedlock, women's participation in political life, the prohibition of FGM and compensation for victims. It made recommendations.

80. Tunisia called for systematic prosecution of perpetrators of atrocities. It noted the amendment to the Family Code and encouraged the fight against discrimination and violence against women. It reiterated its support to the State towards restoring stability, democracy and rule of law. It made recommendations.

81. Uganda noted the establishment of legal and institutional frameworks, including the establishment of the National Mediation Council, the preparation of the new National Health Development Plan to reduce maternal and neonatal mortality, and a programme for the prevention of parent-to-child transmission of HIV/AIDS. It made recommendations.

82. The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland expressed alarm at the grave human rights situation, which had worsened significantly during 2013. It expressed particular concern at reports of the recruitment of child soldiers and of violence against civilians. It stated that the National Transitional Council must end the culture of impunity and work towards the restoration of a constitutional government through elections. The United Kingdom made recommendations.

83. The United States of America expressed concern over reports of human rights violations by Seleka members and the Government's ability to provide adequate protection to all individuals. It called for adherence to the N'Djamena Declaration and the Transitional Charter. It made recommendations.

84. Uruguay commended the ratification of ILO Convention No. 169, and the signing of OP-CRC-AC and OP-CRC-SC, the agreement to visits by human rights special rapporteurs, and steps towards the abolishment of the death penalty. Uruguay made recommendations.

85. The Bolivarian Republic of Venezuela called upon the international community to provide urgent assistance to the Central African Republic to bring about a swift restoration of peace and order. It condemned violations of human rights, in particular against women and children. The officials in the country from all sides must commit themselves to national rebuilding and to seeking lasting solutions to the crisis.

86. Viet Nam noted the difficulties and obstacles that continued to impede the implementation of initiatives and measures to ensure the full enjoyment of rights and freedoms. The country needed further determination and greater efforts to promote and protect human rights; assistance from the international community and regional assistance should also play a significant role. Viet Nam made a recommendation.

87. Algeria noted efforts to protect all human rights, in particular through amendments to the Penal Code, the Code of Criminal Procedure and the Military Justice Code. It supported efforts made to overcome political and security difficulties. Algeria made recommendations.

88. Angola remained deeply concerned at the deterioration of the humanitarian and human rights situation in the Central African Republic. It urged the international community to continue its efforts to prevent the situation from worsening. Angola made a recommendation.

89. Argentina expressed concern over the political, security and humanitarian situation in the country, which was undermining the enjoyment of human rights. It encouraged the country to move forward in the protection of human rights, and in that regard welcomed, inter alia, the resolution on technical assistance adopted by the Human Rights Council. Argentina made recommendations.

90. Armenia welcomed the measures taken to protect human rights in a difficult political, economic and social situation, and encouraged continued efforts to effectively implement those measures. It stressed the role of education in rebuilding the country and society and noted the education action plan (2003–2015), which took into account the specific needs of girls and women. It made recommendations.

91. Australia remained concerned by the humanitarian situation and the use of child soldiers. It urged the authorities to hold accountable those responsible for serious human rights violations. It acknowledged the commitment to abolishing the death penalty. Australia made recommendations.

92. Austria expressed concern over human rights violations and noted that such violations were hardly ever investigated. It expressed alarm at the use of children by local self-defence militias and the Seleka. It made recommendations.

93. Suite aux différentes interventions des membres du groupe de travail ponctué d'observations et de recommandations, les membres de la délégation centrafricaine à savoir Claude Lenga, Ministre des droits de l'homme chargé de la coordination de l'action humanitaire, Arsène Sendé, Ministre de la justice, Parfait Kongo, Haut-Commissaire aux droits de l'homme et Eugénie Yarafa, directrice de cabinet au Ministère des droits de l'homme, ont tour à tour apporté les réponses ci-après.

94. En ce qui concerne la détérioration rapide de la sécurité, et malgré le manque de moyens financiers, la question sécuritaire est en voie de règlement avec la mise en place de la mission internationale de soutien (MISCA). La réunion du Conseil de Sécurité de la semaine dernière a été consacrée à l'évaluation du redéploiement des structures de sécurité sur l'ensemble du territoire national.

95. Concernant la lutte contre l'impunité, des mesures fermes avaient été prises: une cinquantaine de membres de l'ex-coalition Séléka et une dizaine de ses «colonels» avaient été interpellés, certains jugés et condamnés, d'autres en cours de jugement.

96. Sur l'abolition de la peine de mort, un projet de texte était en cours. Le Gouvernement et l'association chrétienne pour l'abolition de la torture et la peine de mort (ACAT) travaillaient dans ce sens et, avant la fin de la transition, la peine de mort serait retirée du code pénal centrafricain.

97. En ce qui concerne la ratification de divers instruments juridiques internationaux, le Gouvernement avait pris des dispositions pour qu'un inventaire de tous les autres instruments juridiques internationaux non ratifiés soit réalisé. Le Gouvernement projetait de mener des actions de ratification selon les priorités et avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers.

98. Concernant sa coopération avec le Conseil des droits de l'homme, le Gouvernement avait adressé une invitation permanente à la Haut-Commissaire aux droits de l'homme lors de la vingt-quatrième session du Conseil.

99. Au sujet de la démobilisation des enfants soldats, la première vague avait déjà été réalisée avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et d'autres étaient en cours.

100. La délégation a souligné qu'une assistance technique et financière était nécessaire pour que le Gouvernement puisse sortir rapidement de ce cycle de violence et régler cet épineux problème des droits de l'homme dans le pays. Plusieurs ministres ont insisté sur le fait que l'insécurité avait connu une nette amélioration, surtout dans la capitale Bangui, depuis le lancement des opérations de désarmement, la dissolution de la coalition Séléka et le cantonnement des forces. De même, le redéploiement de l'administration et des forces de

défense et de sécurité devraient permettre une reprise des activités de sensibilisation sur les questions des droits de l'homme, y compris sur celle des minorités.

101. Concernant la Commission nationale des droits de l'homme, la procédure avait été lancée.

102. S'agissant de la violence contre les femmes, plusieurs initiatives ont été évoquées, notamment une campagne de prévention en cours de préparation par le Ministère des droits de l'homme et le Ministère des affaires sociales ainsi qu'un travail engagé avec le Ministère de la justice en ce qui concernait les poursuites. Concernant la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, plusieurs mesures avaient été prises, notamment l'adoption en 2005 d'une politique nationale pour la promotion de l'égalité et de l'équité assortie d'un plan d'action, et l'adoption, en décembre 2006, de la loi n° 06.032 portant protection de la femme contre les violences en République centrafricaine. De plus, les femmes avaient été impliquées dans les processus de paix et ce, depuis les accords de Libreville, jusqu'à la mise en place du Conseil national de transition.

103. La délégation a enfin remercié tous les pays qui étaient intervenus pour leur bonne compréhension de la situation spécifique de la République centrafricaine, pour la franchise de leurs propos et pour avoir appelé à l'aide internationale pour venir en aide à la République centrafricaine.

## II. Conclusions and/or recommendations\*\*

104. **The recommendations formulated during the interactive dialogue and listed below have been examined by and enjoy the support of the Central African Republic:**

104.1. **Take necessary steps domestically to ensure compliance with the obligations under the international human rights instruments to which it is a party (South Africa);**

104.2. **Speed up the ratification of international legal instruments not yet ratified (Burundi);**

104.3. **Consider ratifying the international human rights conventions to which the Central African Republic has not yet been a party (Burkina Faso);**

104.4. **Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Djibouti);**

104.5. **Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Montenegro);**

104.6. **Reiterate its recommendation to abolish the death penalty and to ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, and duly eliminate provisions concerning the capital punishment from the national criminal law (Portugal);**

104.7. **Abolish the death penalty (France);**

104.8. **Officially abolish the death penalty still contained in the Penal Code of 2010 and to accede to the Second Optional Protocol to the ICCPR (Germany);**

---

\*\* Conclusions and recommendations have not been edited.

- 104.9. Consider the abolition of the death penalty (Rwanda);
- 104.10. Speed up the legal process toward the abolition of the death penalty (including in the Penal Code) with the cooperation of the Office of the High Commissioner and the donors, and establish an official moratorium on the death penalty, including of minors, to be taken into account in all peace negotiations or agreements with the rebel factions (Uruguay);
- 104.11. Finalise the process of abolishing the death penalty with a view to ratifying the Second Optional Protocol of the International Covenant on Civil and Political Rights (Australia);
- 104.12. Ratify without delay the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict (Luxembourg);
- 104.13. Intensify its efforts to ratify the OP-CRC-AC (Lithuania);
- 104.14. Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict (Chile);
- 104.15. Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict, and harmonize national legislation in conformity with the provisions of OP-CRC-AC (Republic of Moldova);
- 104.16. Ratify the Optional Protocol to the CRC on the involvement of children in armed conflict and develop and apply strategies aimed at ending impunity of those responsible for committing grave violations against children in conflict (Croatia);
- 104.17. Ratify the OP-CRC-AC (Sierra Leone);
- 104.18. Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict as soon as possible (Slovenia);
- 104.19. Early ratification and full implementation of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict (Slovakia);
- 104.20. Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict (Spain);
- 104.21. Ratify the main international human rights instruments, including OP-CAT, the optional protocols to the Convention on the Rights of the Child, the Convention on the Rights of Persons with Disabilities and its Optional Protocol, and the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance, and ensure that their provisions are incorporated into the national legal system (Costa Rica);
- 104.22. Strengthen the national legal framework through the adherence to the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance and the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, and the relevant protocols (Mexico);
- 104.23. Ratify the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Benin);

- 104.24. Consider the possibility of ratifying the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families and the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Ecuador);
- 104.25. Consider ratifying the Organization of African Unity Convention Governing Specific Aspects of Refugee Problems in Africa, the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance, the Convention for the Elimination of Mercenaries in Africa, and the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Democratic Republic of the Congo);
- 104.26. Cooperate fully with the independent expert who will be designated by the Human Rights Council (Romania);
- 104.27. Continue addressing the equality between women and men through implementation of relevant programs and policies (Cambodia);
- 104.28. Strengthen the institutional and legal human rights framework, in order to ensure effective and impartial investigations into all reports of extrajudicial killings, enforced disappearances, torture, other ill-treatment and sexual violence against women and children and to bring those responsible to justice (Lithuania);
- 104.29. Take all measures to ensure protection of women and girls from violence and to end impunity of perpetrators of such crimes (Slovakia);
- 104.30. Enforce existing laws to bring to justice perpetrators of extensive extrajudicial killings, enforced disappearances, attacks on civilians (including children) and instances of sexual and gender-based violence (Sierra Leone);
- 104.31. Undertake a screening of all security forces under international guidance in order to exclude perpetrators of violations of international human rights and humanitarian law from the national security and defence forces (Austria);
- 104.32. Carry out transparent and impartial investigations, in accordance with international standards, regarding allegations of murders and extrajudicial killings in order to guarantee protection of the right to life (Canada);
- 104.33. Make effort to put an end to the attacks by all armed groups against unarmed civilians in the Central African Republic (Sudan);
- 104.34. Facilitate immediate access for victims of sexual violence to available services (Lithuania);
- 104.35. Continue its efforts in fighting acts of sexual violence, including the establishment of mechanisms for the identification, reporting and monitoring of such cases (Republic of Moldova);
- 104.36. Develop and apply, as a matter of priority, strategies aimed at combatting sexual violence against women, and especially girls, and ensure that they are provided with support for physical and mental health (Croatia);
- 104.37. Put in place special measures to monitor, identify, and report sexual and gender-based violence, with a view to its prevention and punishment, bearing in mind the need to exclude these crimes, where feasible, from amnesty processes (Ireland);

- 104.38. Deploy further efforts to prevent and punish grave forms of violence against women, in particular when they result in widespread rape (Italy);
- 104.39. Take appropriate measures to put an end to violence against women (Rwanda);
- 104.40. Establish training and awareness mechanisms to combat sexual violence against women and fight the culture of denial and stigma so the women may seek medical care and establish judicial complaints against perpetrators (Netherlands);
- 104.41. Step-up efforts aimed at combating and eradicating FGM and other traditional harmful practices (Slovakia);
- 104.42. Strengthen the legislation and effective measures in order to better protect vulnerable groups, in particular women and children, and eradicate the customary practices that are harmful to them (Viet Nam);
- 104.43. Re-establish the rule of law in the whole territory, by monitoring the army, the police, the gendarmerie and the customs in the exercise of their functions (Belgium);
- 104.44. Ensure an immediate restoration of the rule of law and protection of its civilian population, especially vulnerable groups such as women and children (Czech Republic);
- 104.45. Create a police force capable of ensuring the maintenance of law and order (Romania);
- 104.46. Strengthen the role of the police and develop its capacities in order for it to be able to carry out its role in dealing with the citizens in conformity with the law (Sudan);
- 104.47. Take full and necessary measures to restore the administration of justice and exert its utmost efforts to realise the rule of law (Republic of Korea);
- 104.48. Make sufficient judicial staff and facilities available to restore the rule of law and to conduct screening of soldiers and police officers reporting back for duty to ensure that those responsible for human rights violations are excluded from further service and face trial in due process (Netherlands);
- 104.49. Strengthen the fight against impunity by effectively prosecuting those who have committed human rights violations (Belgium);
- 104.50. Take immediate action to bring to an end the prevailing impunity for human rights violations in the country (Sweden);
- 104.51. Guarantee the fight against impunity by ensuring that all persons convicted for human rights violations are brought to justice (Luxembourg);
- 104.52. Guarantee the fight against impunity by ensuring that all the perpetrators of human rights violations are prosecuted and tried, when appropriate, by the international criminal justice (France);
- 104.53. Fight against impunity and ensure that those responsible for the serious human rights violations and acts of violence perpetrated against the civilian population, including sexual violence against women and children, torture and summary executions, are brought to justice and held accountable (Portugal);
- 104.54. Ensure the respect of rights and fundamental freedoms of the whole population and adopt all the necessary measures to guarantee the

accountability of the authors of crimes, acts of violence, and all human rights violations (Argentina);

104.55. Take all the necessary measures to ensure the end of all violent acts against the civilian population all over the national territory, and bring the perpetrators to justice (Gabon);

104.56. Investigate and bring to justice all perpetrators of human rights violations at the earliest (Sweden);

104.57. Ensure that members of the rebel forces who have been convicted of human rights violations do not integrate regular security services (Belgium);

104.58. All allegations of human rights violations, including those against members of the armed forces and of the Séléka, should be thoroughly and impartially investigated, and those responsible for any such violations prosecuted (Ireland);

104.59. Provide an adequate training to prison staff and ensure that the perpetrators are held accountable for their actions, in order to prevent human rights violations (Djibouti);

104.60. Strengthen the rule of law by providing adequate human rights training and education to members of the administration and particularly the judiciary, including on the rights of suspects, accused and detainees during criminal proceedings (Germany);

104.61. Establish and make operational the Commission of Inquiry, and any additional transitional justice mechanism required, to address human rights violations before and after 2012 (Sweden);

104.62. Provide the National Commission of Inquiry with the necessary resources to promptly, thoroughly, and independently investigate allegations of gross human rights abuses by all parties (Austria);

104.63. Strengthen the capacity of the judicial system, including the transitional justice mechanisms and the national human rights institutions, and contribute to the efforts of the national reconciliation (Gabon);

104.64. Implement all necessary measures to ensure full protection of human rights and promote national reconciliation (Morocco);

104.65. Strengthen measures to respect the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners (Benin);

104.66. Establish relevant prison facilities for the Juvenile population (Uganda);

104.67. Prevent the involvement of foreign mercenaries in the internal conflict and their attempts to turn human rights violations into an ethnic and religious conflict (Czech Republic);

104.68. Work with religious leaders on an urgent basis to promote religious tolerance, restore interreligious harmony and to prevent a cycle of violence and reprisals (Sierra Leone);

104.69. Strengthen inter-religious dialogue and take measures to promote reconciliation among concerned groups (Austria);

104.70. Prevent clashes and tensions occurred between the majority Christian population and the Muslim minorities (Spain);

104.71. Take measures to prosecute the perpetrators of human rights violations that specifically target members of religious groups in order to safeguard freedom of religion and ensure the right to security of the person (Canada);

104.72. The National Transitional Council (NTC) should work with international partners to establish a Central African Republic-owned security force that can ensure the long term protection of the Central African Republic population from attacks by individual and groups (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);

104.73. Ensure an enabling environment for the activities of human rights defenders, journalists and other stakeholders of civil society (Tunisia);

104.74. Prepare the elections in accordance with democratic standards while cooperating with the international community (Czech Republic);

104.75. Continue strengthening the relevant policies and programs on strengthening the capacity building, in particular, in the field of economic, social and cultural rights that aims at improving the living standards of its people, through further cooperation and support by the international community (Cambodia);

104.76. Make food security one of the national priorities in order to combat malnutrition and ensure access of the whole population to adequate food (Luxembourg);

104.77. Ensure, with the support of the international technical assistance, access for the entire population, including internally displaced persons, to drinking water and sanitation, food and nutrition, as well as health services (Republic of Moldova);

104.78. Continue its efforts to achieve the goals of the National Sanitary Development Plan 2006-2015 (Algeria);

104.79. Continue to fight tuberculosis and other endemic diseases in order to promote the right to health of the citizens of the Central African Republic (Nigeria);

104.80. Take additional steps to strengthen the sexual and reproductive health and rights of girls and women (Sweden);

104.81. With the support from the relevant international organisations, continue to provide public health care services to its people, especially women and children (Singapore);

104.82. Continue its efforts to achieve the goals of the Operational Plan for Accelerating the Reduction of Maternal and New-born Mortality 2004-2015 (Algeria);

104.83. Continue to take measures within the framework of the Plan of Action on Education for All (2003 – 2015) in order to promote the right to education especially for women and girls (Nigeria);

104.84. Enhance its efforts to implement the Plan of Action on Education for All (2003-2015) (Indonesia);

104.85. Adopt additional measures, including legal measures aimed at protecting and promoting the right to education for all (Armenia);

- 104.86. Consider drawing up new legislation on the enforceability of the right to education (Egypt);
- 104.87. Ensure access and right to education, especially among children and youth and to provide free and compulsory primary education for all children (Maldives);
- 104.88. Prioritize an education agenda (Mexico);
- 104.89. Consider taking legislative, policy and educational measures, including awareness-raising measures, to overcome the stigmatisation of the poorest children, including girls and children with disabilities, and to ensure that those children have equal access to high quality education (Egypt);
- 104.90. Adopt appropriate measures to guarantee equal access to education without any discrimination to pave the way to the country's economic and social development in a sustainable manner (Thailand);
- 104.91. Enhance the right of education, especially for children with disabilities (South Sudan);
- 104.92. Facilitate the return of refugees and internally displaced persons (Czech Republic);
- 104.93. Maintain the efforts for the effective protection of the rights of internally displaced persons, with special attention to women, children and persons with special needs (Ecuador).
105. The following recommendations enjoy the support of Central African Republic, which considers that they are already implemented or in the process of implementation:
- 105.1. Ratify CAT (Latvia);
- 105.2. Ratify the Convention against Torture and Other Forms of Cruel, Degrading or Inhuman Treatment or Punishment (Spain);
- 105.3. Ratify the CAT and OP-CAT (Estonia);
- 105.4. Consider ratifying the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance, and accept the competence of the Committee on Enforced Disappearances (Argentina);
- 105.5. Ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (France);
- 105.6. Become a party to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and its Optional Protocol (Montenegro);
- 105.7. Complete its legal framework by ratifying in particular the Convention against Torture and its Optional Protocol, the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance and the Rome Statute (Tunisia);
- 105.8. Promulgate and strengthen national legislation to comply with obligations under the Rome Statute and adhere to the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity (Uruguay);

- 105.9. Take steps to implement the country's obligations under the Rome Statute of the ICC (Australia);
- 105.10. Ratify the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Estonia);
- 105.11. Consider ratifying the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Armenia);
- 105.12. Improve the situation of women and children by implementing the United Nations Security Council resolution 1325 and related resolutions on women, peace and security (Estonia);
- 105.13. Take all the appropriate measures to protect women and girls against all forms of sexual violence and ensure the full respect of the "Women, Peace and Security" resolutions of the Security Council, by ensuring an increased participation of women in decision-making regarding conflict resolution and peace process (Luxembourg);
- 105.14. Ensure the protection of women against sexual violence and ensure the implementation of the "Women, Peace and Security" resolutions of the Security Council, in particular regarding their effective participation in the transitional process (France);
- 105.15. Put forward its utmost efforts to eradicate sexual and gender-based violence (Republic of Korea);
- 105.16. Put in place effective mechanisms to identify, report, and monitor sexual and gender-based violence (Slovenia);
- 105.17. Ensure throughout the country, protection and promotion of human rights in accordance with the first chapter of the recently promulgated Constitution of Transition and effectively criminalize the violations of such rights (Spain);
- 105.18. Strengthen the justice system to protect human rights of the vulnerable people in particular women and children (South Sudan);
- 105.19. In its future decisions and actions, give priority to human rights, especially with regard to the most vulnerable categories, such as women and children (Italy);
- 105.20. Ensure a rapid return to constitutional rule through the organization of free and transparent elections (Côte d'Ivoire);
- 105.21. Speed up the amendment of the Criminal Code, Code of Criminal Procedure, and Code of Military Justice to effectively deal with human rights violations (Botswana);
- 105.22. Adopt without delay proper measures aimed at ensuring the immediate release of all children-soldiers and tackle this grave breach of human rights as a high priority (Italy);
- 105.23. Ensure the immediate release of all children associated with armed forces or groups by issuing clear orders including at local level (Austria);
- 105.24. Cease the use of child soldiers by local militia groups (Japan);
- 105.25. Take all the necessary measures to ensure the protection of the rights of the child, put an end to the recruitment and use of child soldiers by all the

parties to the conflict, and create mechanisms to support the reintegration of demobilized children (Luxembourg);

105.26. Take all necessary measures to halt recruitment of children into armed groups and to adopt adequate legislation to prevent further recruitment (Maldives);

105.27. The government and all other parties concerned should ensure the immediate release of all child soldiers and take all measures to prevent any future recruitment (Republic of Korea);

105.28. Prevent the recruitment and the use of children in armed forces and armed groups (Lithuania);

105.29. Urgently address the grave violations committed against children, including sexual violence, recruitment of child soldiers and the use of children as human shields during the conflict, ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict, and sign and ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure (Portugal);

105.30. Pay particular attention to the protection, release and reintegration of all children associated with armed groups (Lithuania);

105.31. Integrate child soldiers in the society and the education system (Belgium);

105.32. Step up efforts for the protection of children subject to recruitment into armed forces, including through the adoption of adequate legislation on the matter (Brazil);

105.33. Facilitate the development of concrete action plans and determine deadlines in order to put an end to the recruitment of children, in accordance with the recommendations of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict (Chile);

105.34. Take measures to put an end to the recruitment of children by armed groups and ensure the reintegration of demobilized children (France);

105.35. Ensure the immediate and unconditional release of all children recruited and used by armed groups, in particular through the immediate issuance of clear orders on all levels, and to take all measures required to prevent any future recruitment, and to ensure that child victims of armed conflict have access to adequate care, counselling and assistance with recovery and reintegration into their communities (Germany);

105.36. Ensure the immediate release of all children in the context of negotiations with armed groups and facilitate the preparation of concrete and time-bound action plans to halt the recruitment of children by armed groups and Government forces (Slovenia);

105.37. Ensure demobilisation of child soldiers and commit to integrating children in armed groups back into civilian life (Australia);

105.38. Continue striving for the necessary disarmament, demobilization and reintegration of all elements of Seleka as a precondition to enable guaranteeing humanitarian assistance and the defence of human rights (Spain);

105.39. Design and implement vetting procedures to ensure that Seleka members responsible for abuses are not integrated into the armed forces and to

follow its obligations under the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict when considering any recruitment or use of children (United States of America);

105.40. Continue positive efforts to put an end to the prevailing insecurities and violence plaguing the country (Egypt);

105.41. Keep efforts to restore basic services in justice, the police and healthcare as a matter of priority (Egypt);

105.42. Take necessary measure to prevent and protect further assaults on health services centers (Thailand);

105.43. Promote a secure environment and a stable and sustainable policy to allow the Central African people to benefit from all human rights (Democratic Republic of the Congo);

105.44. Ensure effective implementation of the Libreville Peace Agreement, and put an end to the prevailing insecurity and violence in the country (Botswana);

105.45. Re-establish constitutional order by supporting the current political process, the transitional institutions and the enforcement mechanisms, and support the implementation of the Libreville agreements and the N'Djamena roadmap (Gabon);

105.46. Ensure the application of the transitional process in accordance with the N'Djaména Declaration in order to restore the rule of law in the country (Canada);

105.47. Strengthen the efforts to resolve the political crisis of the country and address, with the assistance of the international community, the issue of insecurity (Morocco);

105.48. Solicit assistance from the international community in the framework of technical and financial assistance to strengthen its capacity in the area of human rights and promotion, in order to allow the reform of the security sector and restore the rule of law, a sine qua non condition for a real enjoyment of human rights (Angola);

105.49. Take concrete steps to ensure security for its people to guarantee their enjoyment of human rights (Uganda);

105.50. Take all the necessary steps to prevent intercommunity confrontations and violence (Luxembourg);

105.51. Take all the necessary measures to ensure the security of the people and their property (Togo);

105.52. Take all the necessary measures to restore the State authority (Togo);

105.53. Restore peace and stability (Togo);

105.54. Implement the Decision of the African Union on Consolidation of Peace and Security in the Country (Ethiopia);

105.55. Work without delay for national reconciliation and continue the efforts made in favour of the dialogue between all the components of the Central African Republic society (France);

105.56. Continue efforts to conduct the national reconciliation (South Sudan);

- 105.57. All parties of the Central African Republic continue to improve the security environment, maintain the social stability, and create conditions for political transition and reconstruction that people of the Central African Republic can enjoy all human rights (China);
- 105.58. Continue to take all necessary steps to ensure political stability and the creation of an environment conducive to the promotion and protection of human rights (South Africa);
- 105.59. Support full, immediate, safe, and unfettered humanitarian access throughout the country; and ensure the protection of civilian populations, including vulnerable groups, through the immediate restoration of law and order (United States of America);
- 105.60. Make improved access for humanitarian organisations an immediate priority (Australia);
- 105.61. Take into consideration humanitarian problems related to the crisis and find urgent and adequate responses to these problems (Comoros);
- 105.62. Intensify efforts for restoring security and improving the humanitarian situation in the country (Rwanda);
- 105.63. Strengthen the security mechanisms in all the territory (Côte d'Ivoire);
- 105.64. Launch investigations of human rights violations and return to adherence to democratic principles, including through ensuring genuine periodic elections (Czech Republic);
- 105.65. Carry out an analysis to identify priorities in the human rights agenda and implement public policies that incorporate a transversal human rights perspective (Mexico);
- 105.66. Define new transitional measures, including the creation of a national transitional council, in accordance with the recommendation made by the Secretary-General of the United Nations (Chile);
- 105.67. Determine its technical and financial assistance needs in order to solicit the support from its bilateral and multilateral partners (Congo);
- 105.68. Take advantage of the cooperation that the international community, particularly the Human Rights Council, can offer in order to pursue the consolidation of its national institutions, an indispensable step for the promotion and protection of human rights on the ground (Brazil);
- 105.69. Cooperate actively with the international community, in particular United Nations mechanisms, as well as promote democratic rule and restoration of law and order (Japan);
- 105.70. Call on the international community to provide technical assistance in the field of human rights to allow to achieve its obligations in improving the human rights situation (Sudan);
- 105.71. Continue to restore order throughout the country in order to enable the population to resume their economic and social activities (Rwanda);
- 105.72. Establish a national human rights institution in accordance with the Paris Principles, and take measures to provide the necessary resources for its good functioning (Costa Rica);

- 105.73. Speed up its efforts to ensure the operationalization of the National Human Rights Commission in accordance with the Paris Principles (Indonesia);
- 105.74. Put in place a national human rights institution in conformity with the Paris Principles (Tunisia);
- 105.75. Speed up, with the cooperation of the Office of the High Commissioner and donor countries, the legal process to establish a national human rights institution in conformity with the Paris Principles, with material and human resources that guarantee its independence and good functioning (Uruguay);
- 105.76. Take measures to guarantee the independence of national institutions (Côte d'Ivoire);
- 105.77. Pursue the rehabilitation of the National Human Rights Commission (Democratic Republic of the Congo);
- 105.78. Continue to cooperate with the United Nations and the international community to implement measures to ensure the security and safety of its people (Singapore);
- 105.79. Continue to work with regional organisations and the international community including the OHCHR and other treaty bodies during the process of implementing measures to tackle sexual and gender based violence, release of all child soldiers and prevention of future recruitment, administration of justice and rule of law (Republic of Korea);
- 105.80. Enhance cooperation with international treaty bodies by submitting overdue reports to CERD, CESCR and HR Committee (Sierra Leone);
- 105.81. Fund and support the National Commission of Inquiry to investigate and prosecute, as appropriate, parties responsible for abuses committed during the conflict (United States of America).
106. The following recommendation will be examined by the Central African Republic, which will provide responses in due time, but no later than the twenty-fifth session of the Human Rights Council in March 2014:
- 106.1. Ratify the Optional Protocol to the ICESCR (Portugal);
- 106.2. Consider extending a standing invitation to all the special procedures mandate holders of the Human Rights Council (Latvia);
- 106.3. Extend standing invitations to special procedures mandate holders to visit the country, who can study the situation on the ground and make recommendations (Maldives).
107. The recommendation below did not enjoy the support of the Central African Republic:
- 107.1. The National Transitional Council (NTC) should work to establish a functioning justice system. This should be based on an independent police force and judiciary, whose jurisdiction should include all human rights abuses committed by individuals associated with Seleka (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland).
108. All conclusions and/or recommendations contained in the present report reflect the position of the submitting State(s) and/or the State under review. They should not be construed as endorsed by the Working Group as a whole.

## Annex

*[English/French only]*

### **Composition of the delegation**

The delegation of the Central African Republic was headed by His Excellencies the Minister of Human Rights Claude Lenga and the Minister of Justice Arsene Sende and composed of the following members:

- Son Excellence le Ministre des Droits de l'Homme Chargé de la Coordination de l'Action Humanitaire, Chef de délégation dont la prise en charge est assurée par le Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique (BINUCA);
  - Son Excellence le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, chargé de la Réforme Judiciaire;
  - Monsieur le Haut-Commissaire aux droits de l'homme et à la Bonne gouvernance;
  - Madame Eugénie Leocadie Yvonne YARAFI PANGOULLAH, Directrice de cabinet au Ministère des droits de l'homme, chargée de la coordination de l'Action Humanitaire et prise en charge par le PNUD;
  - Son Excellence Léopold Ismaël SAMBA, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Centrafricaine auprès de l'Office des Nations Unies et autres Organisations internationales à Genève;
  - TOUANGAYE Gilbert, Premier Conseiller auprès de la Mission Permanente de la République Centrafricaine à Genève;
  - SABORO Serge, Conseiller Juridique auprès de la Mission Permanente de la République Centrafricaine à Genève.
-